




# Education Citoyenne

Il y a cinquante ans,  
mai 68



Dans quelques semaines, la France commémorera – fêtera ? le cinquantième anniversaire d'événements qui, comme la révolution de 1789, la Commune de Paris,... changèrent pour longtemps la face de la République.

## Définition

Ce qu'il est convenu d'appeler « Mai 68 » tire son nom du mouvement de contestation politique, sociale et culturelle qui se développa essentiellement en France durant la période de mai-juin 1968.

## Le contexte

Le mouvement de révolte initié par les étudiants de l'université de Nanterre s'inscrit dans le cadre d'une crise internationale qui trouve son origine aux Etats-Unis, sur le campus de l'Université de Berkeley où le Free Speech Movement lance la protestation contre les atrocités de la guerre du Vietnam et contre l'impérialisme américain.<sup>1</sup>

En France, le mouvement revêt un aspect spectaculaire avec des grèves et une crise sociale qui mettront en péril les sommets de l'Etat.<sup>2</sup>

Les causes de cette rébellion sont multiples et concernent tout à la fois les étudiants, les ouvriers et bientôt une grande partie de la société française en attente d'un vent de liberté.

Les étudiants s'inquiètent de la dégradation de leurs conditions matérielles : les universités sont vétustes et les places insuffisantes. La surpopulation de la Sorbonne dans le centre de Paris conduit à la construction de l'université de Nanterre en 1963. Les étudiants s'y trouvent isolés, au milieu d'un véritable bidonville où ils sont confrontés quotidiennement à une insoutenable misère. Le terreau y est favorable au développement de mouvements d'extrême gauche qui les mènent à rejeter la société de consommation, à fustiger à la fois un pouvoir rigide qui laisse peu de place aux libertés individuelles tout autant que l'institution universitaire considérée comme un des rouages de la société capitaliste. Ils dénoncent aussi l'absence de mixité dans les écoles.

Alors que la pilule contraceptive, signe de libération sexuelle, vient d'être autorisée par le gouvernement, les jeunes décrient la rigidité du Vatican qui entend l'interdire.

La guerre froide qui s'est installée entre les pays occidentaux et ceux dépendant de l'URSS leur laisse entrevoir la possibilité d'un nouveau conflit armé et fait naître chez eux des idées profondément pacifistes et anti-nucléaires.

1 <http://www.lemondepolitique.fr/culture/mai-68>

2 [http://www.larousse.fr/encyclopedie/divers/%C3%A9v%C3%A9nements\\_de\\_mai\\_1968/131140](http://www.larousse.fr/encyclopedie/divers/%C3%A9v%C3%A9nements_de_mai_1968/131140)

## Les prémices

Les troubles débutent dès janvier dans le monde ouvrier. Des affrontements ont lieu en de nombreux endroits entre la police et des ouvriers rejoints par des étudiants et font des dizaines de blessés. Ce fut le cas à Caen où 8 000 travailleurs vinrent soutenir les 4 000 ouvriers de la SAVIEM (fabricant de véhicules industriels) en grève depuis plusieurs jours.<sup>3</sup> Les grèves se multiplient de même que les occupations d'usines comme à Besançon où les salariés de Rhodiaceta (fabrique de textiles artificiels) manifestent contre le chômage partiel qui leur est imposé. Le mouvement s'étend rapidement aux autres entités de la société et notamment à Lyon. Elle durera cinq semaines.

Les chantiers navals de Saint-Nazaire sont à l'arrêt durant 63 jours, il y a des grèves avec occupations chez Berliet (constructeur de camions), dans les mines de fer en Lorraine. Chez Dassault, des débrayages surprises sont systématisés dans ce que les travailleurs appelleront la grève « tam-tam » : certains jours, il y a cinq minutes de grève toutes les heures et des manifestations dans les ateliers.

Partout en France se développent des mouvements sociaux : manifestations, arrêts de travail, occupations d'entreprises,...<sup>4</sup>

### Dans le milieu universitaire

Les trois premières années de fonctionnement de la nouvelle université de Nanterre sont calmes, mais à la rentrée 1967, les effectifs ayant augmenté considérablement (près de 12 000 étudiants contre moins de 2 500 en 1964), les étudiants déclenchent une grève, pour revendiquer à la fois l'aménagement de la réforme Fouchet<sup>5</sup> (perçue comme trop sélective), et l'obtention de moyens supplémentaires. Ils réclament des travaux pratiques à vingt-cinq étudiants maximum et des crédits supplémentaires pour la construction d'une bibliothèque universitaire et son équipement en livres de base. Le comité de grève organise ce mouvement de manière originale : les étudiants viennent à la faculté, remettent leurs devoirs et transforment les séances de travaux pratiques en réunions d'information sur la réforme de l'enseignement.

Le 6 novembre 1967, jour de la « rentrée solennelle » de l'université à la Sorbonne, un imposant défilé étudiant s'organise boulevard Saint-Michel et se confronte – déjà – aux policiers.

Les groupes politiques – Jeunesse communiste révolutionnaire (JCR, ancêtre de la LCR, ligue communiste révolutionnaire), Union des jeunes communistes marxistes-léninistes (UJCML, maoïste) – ou non – Étudiants socialistes unifiés (ESU), libertaires, Fédération des étudiants révolutionnaires (FER) – se développent, et ils attirent autant, sinon plus,

3 <https://www.ouest-france.fr/normandie/caen-14000/mai-68-au-mois-de-janvier-caen-vivait-les-premices-de-la-crise-5524030>

4 [http://bulletindestravailleurs.over-blog.com/pages/MAI68\\_les\\_premises\\_la\\_greve\\_generale\\_les\\_lecons\\_pour\\_demain-478639.html](http://bulletindestravailleurs.over-blog.com/pages/MAI68_les_premises_la_greve_generale_les_lecons_pour_demain-478639.html)

5 <https://www.college-de-france.fr/site/antoine-compagnon/les-nouveaux-intellectuels.htm>



que le syndicat étudiant, même si leurs militants en sont membres.

Les premiers incidents sérieux ont lieu à la faculté de Nanterre dès le mois de mars et sont conduits par Daniel Cohn-Bendit. Ils mèneront à la fermeture de l'université le 2 mai. Les troubles se déplacent alors vers Paris.

Le 3 mai, la police intervient avec violence pour disperser un meeting étudiant qui se tenait dans la cour de la Sorbonne, il y aura 500 arrestations. C'est le véritable début de la révolte. Le quartier latin sera le décor d'affrontements quotidiens : barricades, jets de pavés et de cocktails Molotov d'un côté, matraques et gaz lacrymogènes de l'autre.

Le mouvement s'étend alors aux lycées qui, à leur tour se mettent en grève.

Durant la nuit du 10 au 11 mai, CRS et étudiants s'affrontent. Des voitures sont incendiées, des vitrines brisées, des pavés sont descellés. Il y aura des centaines de blessés.

Contre toute attente, l'agitation estudiantine rencontre la sympathie de l'opinion publique. Et, le 13 mai, ce sont les syndicats qui se joignent aux étudiants pour protester contre les violences policières. Dès le lendemain, une nouvelle vague de grèves débute.

## La convergence des luttes

Malgré les grèves et quelques négociations, les revendications des ouvriers ne sont entendues ni par les patrons ni par le gouvernement.

Le 14 mai, le patron de Sud-Aviation est séquestré par les ouvriers qui occupent l'usine. La grève s'étend aux usines Renault de Cléon, Sandouville, Flin et Boulogne-Billancourt.

Le mouvement né spontanément – en dehors de l'intervention des syndicats qui tentent de s'y rattacher – prend de plus en plus d'ampleur et finalement, ce sont 7 millions de grévistes qui paralysent le pays : les entreprises, les usines, les services publics, les transports,... sont à l'arrêt. Le 24 mai, le pouvoir réagit enfin. Le président De Gaulle annonce la tenue d'un référendum sur la « rénovation universitaire, sociale et économique » et menace de quitter le pouvoir en cas de victoire du non.

Dans le même temps, le premier ministre, Georges Pompidou, entame les « négociations de Grenelle ». Des dissensions apparaissent très vite entre les participants : les étudiants exigent un changement radical des structures tandis que les ouvriers revendiquent de meilleures conditions professionnelles et salariales.

Les accords de Grenelle sont signés le 27 mai par les représentants du gouvernement, des syndicats et des patrons et portent essentiellement sur une revalorisation des salaires (+10%) et du SMIG (+35%).

Les accords sont rejetés par une partie de la base et la grève continue.



Le 27 mai, les étudiants organisent un meeting au stade Charléty, 30.000 personnes s'y pressent parmi lesquelles le radical Pierre Mendès France qui cautionne le mouvement mais ne prend pas la parole. Cependant aucune solution à la crise ne se dégage.

Malgré Grenelle, la grève continue donc. Le pouvoir, à court de propositions, paraît vacant. Les événements de Mai 68 entrent dans leur troisième phase, la crise politique.

La surenchère des groupuscules gauchistes et du PCF dépassé par un mouvement qu'il ne contrôle pas, ne permet pas la sortie de crise. Les solutions politiques proposées par les partis de gauche traditionnels – élections présidentielle et législatives anticipées, gouvernement provisoire – sont rejetées.

Au lendemain du meeting de Charléty, la confusion et l'impuissance sont évidentes à gauche. François Mitterrand se déclare candidat à la présidence de la République provoquant la colère des étudiants et des ouvriers grévistes qui crient à la récupération.

## La fin d'un rêve ?

Le pouvoir en place profite des dissensions au sein du mouvement et des inquiétudes de la population.

La contre-offensive prend la forme d'une sorte de mélodrame : le 29 mai le général de Gaulle «disparaît» de l'Élysée pour se rendre secrètement à Baden-Baden (Allemagne) afin d'y rencontrer le général Massu, créant du même coup un sentiment d'effolement dans la population. Le lendemain, dans une brève allocution radiodiffusée, le général annonce la dissolution de l'Assemblée et la tenue d'élections anticipées et demande à ses fidèles de se joindre à une manifestation de soutien organisée le soir même sur les Champs-Élysées. Celle-ci rassemble 500 000 personnes ; elle marque le retournement d'une opinion inquiète et lasse qui n'entrevoit d'autre débouché à la crise et à la paralysie économique que le retour à l'ordre.<sup>6</sup>

Le 31 mai, le premier ministre Pompidou nomme Raymond Marcellin au poste de ministre de l'intérieur. Ce dernier confirme son attachement à l'ordre et à la rigueur et le jour même de son investiture, il fait évacuer par la force les piquets de grève qui bloquent l'accès aux raffineries afin de permettre le libre approvisionnement en carburant.

Afin de remédier à la « chienlit » dénoncée par le président, Marcellin, convaincu que ces troubles sont le fruit d'un complot tramé par Cuba, les pays de l'Est et les organisations d'extrême gauche, prend les mesures qu'il juge nécessaires au rétablissement de l'ordre et au bon déroulement des élections législatives.

Le 12 juin 1968, il interdit toute manifestation de rue durant la campagne électorale. Le même jour, il dissout par décret toutes les organisations



révolutionnaires parmi lesquelles l'Organisation communiste internationaliste trotskyste, la Jeunesse communiste révolutionnaire d'Alain Krivine, le mouvement «Mouvement du 22 mars» de Daniel Cohn-Bendit ainsi que des organisations maoïstes. La sanction frappe également certains groupuscules d'extrême droite dont Occident.<sup>7</sup>

Jean-Paul Sartre est arrêté lors d'une vente de la «Cause du Peuple».

La reprise du travail s'opère lentement. La lutte continue encore, jusqu'à la mi-juin, aux usines Renault à Flins et Peugeot à Sochaux. Bien des grévistes se sentent floués mais ils sont isolés et ce ne sont pas les scrutins des 23 et 30 juin qui les reconforteront puisqu'ils donneront une écrasante majorité à la droite.

La peur du désordre, la crainte d'un hypothétique complot communiste seront parvenus à essouffler le vent de la contestation et à mettre fin au rêve.

## Les causes sociologiques et politiques des événements

La France, dans l'euphorie de la croissance des Trente Glorieuses, a vu le nombre des lycéens et des étudiants tripler en dix ans. Cette explosion des effectifs a conduit à ouvrir de nouvelles facultés, construites à la hâte dans des banlieues-ghettos, et à recruter en masse de nouveaux enseignants et des assistants, aux statuts subordonnés et précaires. Et cela sans que les structures universitaires évoluent : les professeurs en titre règnent sans partage en « mandarins » ; la pédagogie du cours magistral requiert distance et passivité des étudiants.<sup>8</sup>

À ce malaise universitaire profond, s'ajoute, pour les étudiants, une inquiétude quant aux débouchés notamment dans certaines filières - les lettres, sociologie et psychologie en particulier- qui se trouvent largement dévalorisées.

Le nouveau mode de sélection mis en place par la réforme Fouchet en 1967, leur fait craindre des difficultés d'accès aux études.

Le pouvoir exercé de manière très solitaire par le général de Gaulle est victime d'une réelle usure rendue perceptible par sa mise en ballottage lors des élections de 1965 et par la faible majorité qui en résulte.


La société française est en pleine mutation suite à l'avènement de la société de consommation et des changements culturels qu'elle a entraînés provoquant le rejet des valeurs traditionnelles.

La crise française s'inscrit dans un contexte mondial qui voit l'essor des mouvements libertaires et contestataires comme celui de Berkeley.

Les jeunes des pays développés critiquent la société de consommation

<sup>7</sup> <https://josephfoucheetsontemps.com/2013/06/27/voici-fouche-le-vrai/>

<sup>8</sup> [http://www.larousse.fr/encyclopedie/divers/%C3%A9v%C3%A9nements\\_de\\_mai\\_1968/131140](http://www.larousse.fr/encyclopedie/divers/%C3%A9v%C3%A9nements_de_mai_1968/131140)



qui n'offre pas, à leurs yeux, d'idéal, dénoncent l'impérialisme américain, notamment l'intervention militaire au Viêt-Nam et le traitement inhumain infligé à la population civile, mais ils éprouvent de la sympathie pour les mouvements révolutionnaires.

## Conséquences

### Au niveau politique

Même si la droite sort victorieuse des élections législatives avec une majorité absolue des sièges, il n'empêche que les premières divisions se font jour au sein du gaullisme.

De Gaulle, vexé par la popularité de son premier ministre Pompidou, le remplace par un de ses proches, le ministre des affaires étrangères Couve de Murville. Pompidou décide alors de se présenter à la succession du général. Celui-ci, après l'échec de son référendum sur la régionalisation qu'il envisageait comme un test de confiance, démissionne.

### Au niveau universitaire

C'est Edgar Faure qui, nouveau ministre de l'Education nationale, met fin à la grogne des étudiants. Il réorganise les universités en y introduisant des conseils élus au sein desquels sont représentés les enseignants, les étudiants et les autres membres du personnel. C'est donc le système de gestion réclamé par le Mouvement de Mai qui est mis en place.

### Au niveau de la société

Après Mai 68, rien ne sera plus pareil. Des changements profonds affecteront la société non seulement en France mais aussi en Belgique qui connut, dans une moindre mesure, ce mouvement de révolte. L'autorité, qu'elle soit celle de la justice, de la famille, de l'armée, de l'Eglise, est remise en cause. « Il est interdit d'interdire », ce slogan marquera pour longtemps la société et la politique.

Cet épisode, exemple de démocratie directe, transformera les mentalités tant pour ce qui concerne le travail, l'environnement que la place de la femme dans la société ou pour le rejet des valeurs traditionnelles.

## Conclusion

Les événements de mai 68 ont démontré une combattivité dans laquelle les jeunes ont joué un rôle moteur et qui s'est exprimée en dehors des structures officielles que sont les syndicats et les partis politiques traditionnels. Les luttes ouvrières qui auront lieu jusqu'à la fin des années 1970, seront profondément influencées par cette manière de mener le combat.

Cette incroyable libération de la parole, ce bouillonnement social inattendu ont pris des allures de révolution.

Par son triple aspect – universitaire, social et politique – l'explosion de

Mai 68 a profondément ébranlé la société française - mais pas qu'elle - par une remise en cause globale de ses valeurs traditionnelles, et a été le révélateur d'une crise de civilisation.



**Il y a cinquante ans, mai 68**





# Education citoyenne

## Il y a cinquante ans, mai 68

Texte : Patricia Keimeul

Maquette : Inside

Mise en page : Daniel Leclercq

**Mars 2018**

**ISBN : 978-2-87440-131-2**

**Dépôt légal : D/2018/3423/1**

### **FAML asbl**

Av de Stalingrad 54

1000 Bruxelles

Tél: 02 476 92 83

Fax: 02 476 94 35

info@faml.be

www.faml.be



Avec le soutien de

